



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LES **DOSSIERS**
DE LA DGE

Études Économiques

RAPPORT

LES ENTREPRISES DE TAILLE INTERMÉDIAIRE - ETI en 2018

Réalisation de l'étude :

*Service de la compétitivité, de l'innovation et
du développement des entreprises - DGE*

Directeur de la publication :

Thomas Courbe

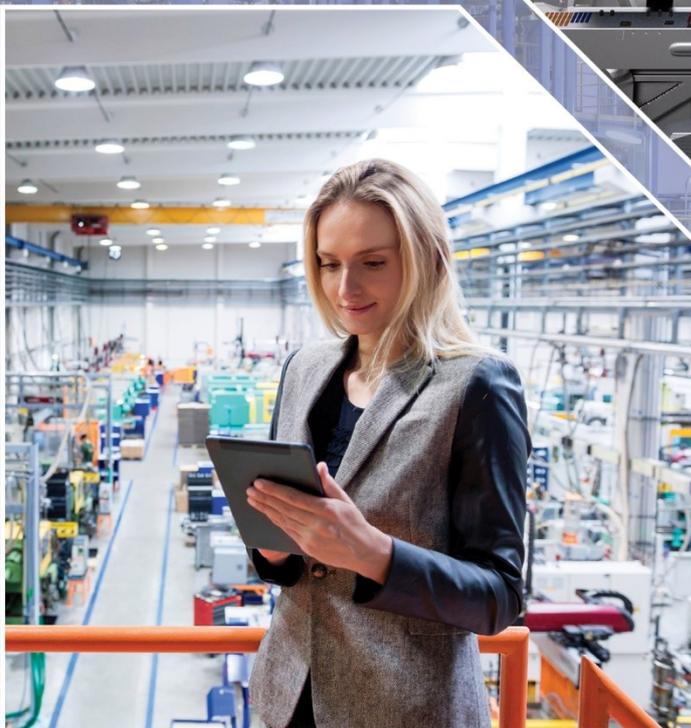
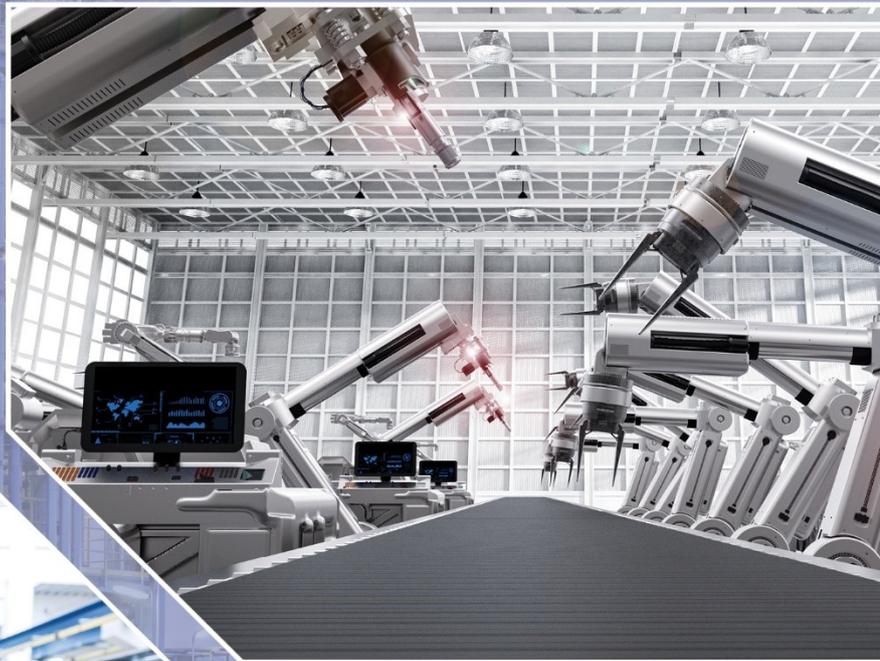
Date de parution : décembre 2021

Édition :

Bureau de la communication - DGE

ISSN : 2727-1501

ISBN : 978-2-11-162213-5



LES ETI EN 2018

TABLE DES MATIÈRES

I. Vision globale des catégories d'entreprises	4
II. Les catégories d'entreprises dans l'industrie	10
III. Les entreprises de taille intermédiaire (ETI).....	12
3.1. Caractéristiques des ETI	12
3.2. Principales caractéristiques des ETI selon leur taille	14
3.3. Les ETI Industrielles	16
3.3.1. Chiffres clés des ETI de l'industrie	16
3.3.2. ETI : Caractéristiques des ETI industrielles selon leur taille.....	20
3.4. Les ETI selon le type de contrôle.....	21
IV. Dynamique de l'emploi dans les ETI 2008-2017.....	24
V. Quatre portraits d'ETI	26
5.1. La belle-iloise	26
5.2 Jouve	27
5.3 Sisley	29
5.4 LISI	31
VI. Annexes	33
Définitions des catégories d'entreprises	33
Bibliographie.....	35
Table des figures.....	35

I. VISION GLOBALE DES CATÉGORIES D'ENTREPRISES

En 2018, 2,3 millions d'entreprises composent les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers¹, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs². Le tissu productif principalement marchand est fortement concentré. 257 grandes entreprises (GE) rassemblent 21 500 unités légales, emploient 3,4 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP), soit 28 % du total, et contribuent à 33 % de la valeur ajoutée (VA). À l'opposé, 2,1 millions de microentreprises hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs (MICRO) emploient 2,2 millions de salariés, soit 18 % du total et génèrent 17 % de la valeur ajoutée. Entre ces deux extrêmes, 5 400 entreprises de taille intermédiaire (ETI) et 139 300 petites et moyennes entreprises hors microentreprises (PME hors MICRO) emploient respectivement 25 % et 30 % des salariés en ETP et génèrent 26 % et 24 % de la VA (figure 1).

Figure 1 - Caractéristiques des entreprises par catégorie en 2018

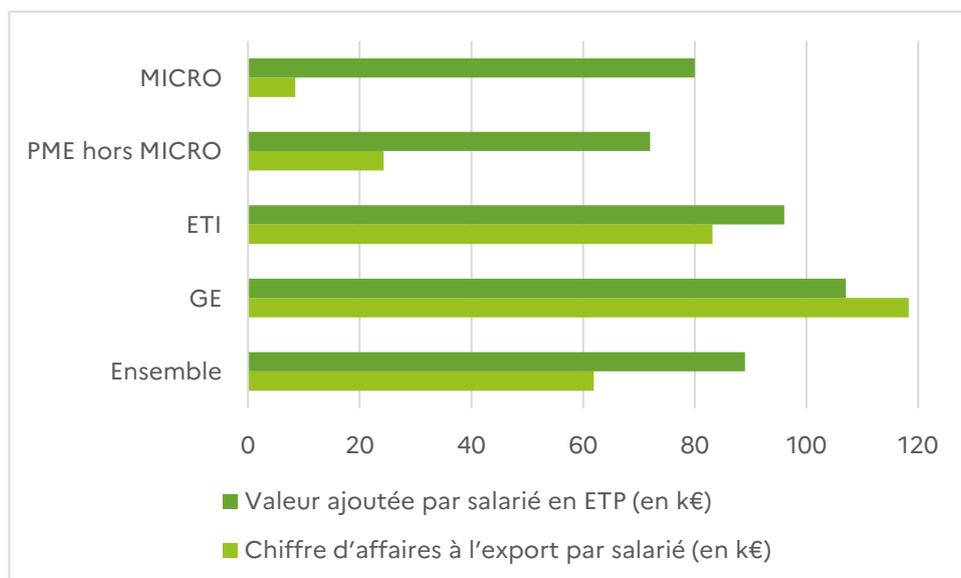
	GE	ETI	PME hors MICRO	MICRO	Ensemble
Secteurs marchands non agricoles et non financiers					
Nombre d'entreprises	269	5 734	148 078	3 779 880	3 933 961
Nombre d'unités légales en France	24 150	58 840	276 442	3 831 207	4 190 643
Effectif salarié en ETP (en milliers)	3 528	3 248	3 849	2 421	13 046
Valeur ajoutée hors taxes (VAHT) (en milliards d'euros)	376	305	276	236	1 192
Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers					
Nombre d'entreprises	257	5 412	139 286	2 135 424	2 280 379
Nombre d'unités légales en France	21 515	55 174	261 974	2 182 616	2 521 279
Effectif salarié en ETP (en milliers)	3 389	3 018	3 584	2 248	12 239
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	1 344	1 151	858	495	3 847
Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	401	251	87	19	758
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	364	288	258	180	1 090
Nombre moyen d'unités légales par entreprise	84	10	2	1	1
Effectif salarié moyen en ETP par entreprise	13 188	558	26	1	5
VAHT par salarié en ETP (en milliers d'euros)	107	96	72	80	89
Immobilisations corporelles par salarié en ETP (en milliers d'euros)	370	238	111	112	215
Salaire moyen brut par salarié en ETP (en milliers d'euros)	48	46	40	42	44
Taux d'exportation (en %)	29,8	21,8	10,1	3,8	19,7
Taux d'investissement (investissement corporel/VA) (en %)	21,7	20,9	14,6	18,6	19,3

Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers et entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs Source : Insee, É sane 2018 (données individuelles).

¹ Les secteurs principalement marchands excluent les secteurs de la santé humaine, de l'action sociale et de l'enseignement, qui comprennent des établissements publics ayant un poids économique important, ce qui rend partielle la vision de ces secteurs à partir des seules entreprises privées.

² Les entreprises au régime micro fiscal ont des obligations déclaratives très allégées, ne permettant pas le calcul des agrégats comptables. Quasiment toutes ces entreprises sont sans salarié.

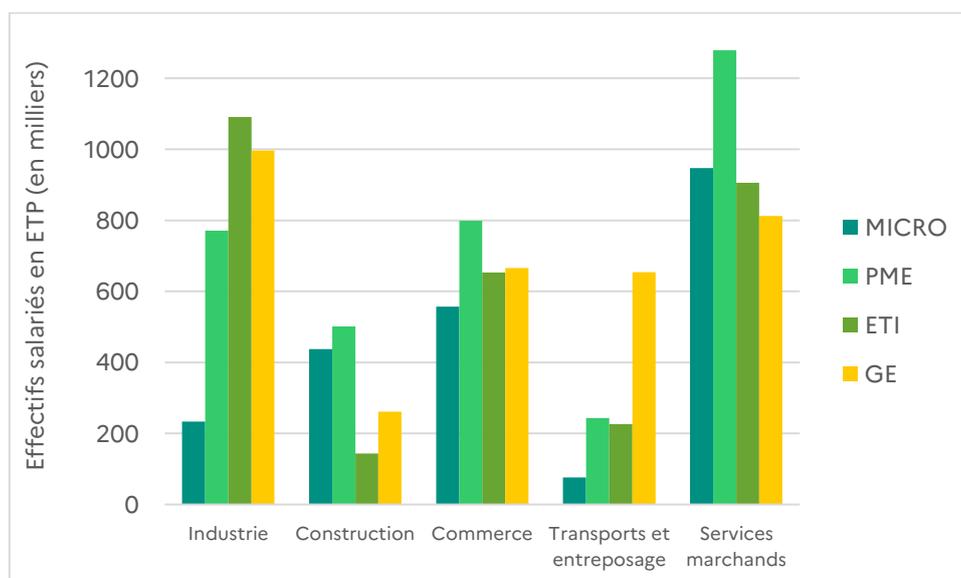
Figure 2 - Valeur ajoutée et chiffre d'affaires à l'export par salarié selon la catégorie d'entreprise



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs.

Source : Insee, FARE 2018.

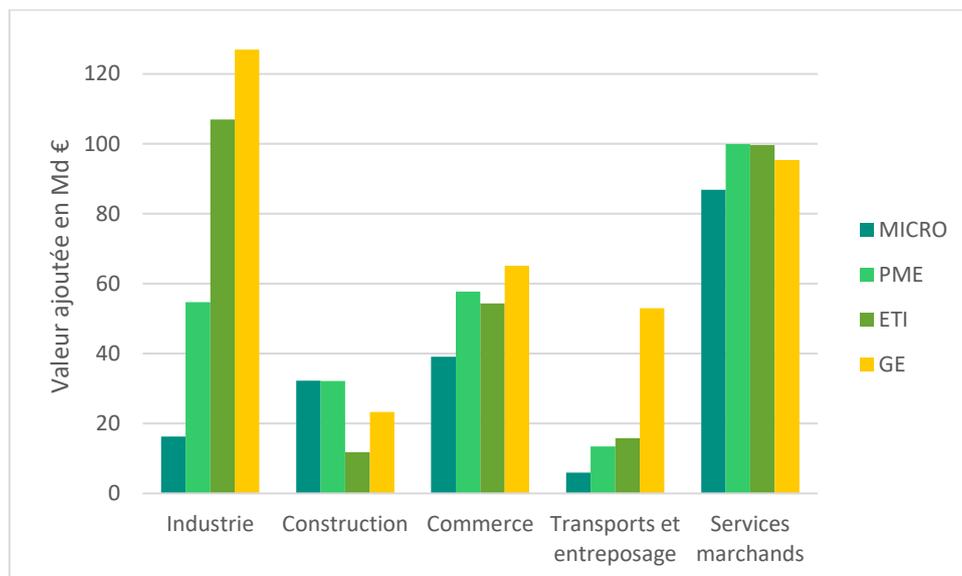
Figure 3 - Effectifs salariés en ETP par secteur d'activité et catégorie d'entreprise en 2018



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs.

Source : Insee, FARE 2018.

Figure 4 - Valeur ajoutée par secteur d'activité et catégorie d'entreprise en 2018 (en Md€)



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Figure 5 - Principaux agrégats par secteur d'activité et catégorie d'entreprise en 2018

		MICRO	PME	ETI	GE	Ensemble
Industrie	Nombre d'entreprises (en milliers)	151,9	24,4	1,7	0,1	178,2
	Chiffre d'affaires hors taxes (en Md€)	40	167	407	591	1 205
	Salariés en ETP (en milliers)	234	771	1 091	996	3 092
	Chiffre d'affaires à l'export (en Md€)	2	33	152	306	492
	Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)	16	55	107	127	305
	Investissements corporels (en Md€)	5	9	20	29	63
	Construction	Nombre d'entreprises (en milliers)	330,8	23,2	0,3	0,0
Chiffre d'affaires hors taxes (en Md€)		85	103	44	70	302
Salariés en ETP (en milliers)		438	501	144	261	1 344
Chiffre d'affaires à l'export (en Md€)		1	1	2	2	7
Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)		32	32	12	23	100
Investissements corporels (en Md€)		3	3	1	3	10
Commerce		Nombre d'entreprises (en milliers)	467,9	35,4	1,5	0,1
	Chiffre d'affaires hors taxes (en Md€)	183	351	437	383	1 354
	Salariés en ETP (en milliers)	557	799	653	666	2 675
	Chiffre d'affaires à l'export (en Md€)	9	30	55	44	138
	Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)	39	58	54	65	216
	Investissements corporels (en Md€)	4	6	7	7	23
	Transports et entreposage	Nombre d'entreprises (en milliers)	98,4	7,7	0,4	0,02
Chiffre d'affaires hors taxes (en Md€)		15	38	52	111	216
Salariés en ETP (en milliers)		76	243	226	654	1 200
Chiffre d'affaires à l'export (en Md€)		1	5	10	28	44
Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)		6	13	16	53	88
Investissements corporels (en Md€)		1	2	4	18	25
Services marchands		Nombre d'entreprises (en milliers)	1 137,0	48,8	1,5	0,1
	Chiffre d'affaires hors taxes (en Md€)	174	199	211	189	773
	Salariés en ETP (en milliers)	947	1 279	906	812	3 944
	Chiffre d'affaires à l'export (en Md€)	6	18	33	21	78
	Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)	87	100	100	95	382
	Investissements corporels (en Md€)	21	18	29	22	90

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

II. LES CATÉGORIES D'ENTREPRISES DANS L'INDUSTRIE

Figure 6 - Caractéristiques de l'industrie et de l'industrie manufacturière selon la catégorie d'entreprise en 2018

		Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires hors taxes en Md€	Effectifs salariés en ETP (en milliers)	Immobilisations corporelles en Md€	Investissements corporels en Md€	Chiffre d'affaires export en Md€	Valeur ajoutée hors taxes en Md€
MICRO	Industrie	151 925	40	234	43	4,7	2	16
	dont Industrie manufacturière	119 223	36	219	15	1,7	1,7	14
PME (hors MICRO)	Industrie	24 403	167	77	106	9,2	33	55
	dont Industrie manufacturière	22 519	153	728	69	6,3	32	50
ETI	Industrie	1 738	407	1 091	252	19,6	152	107
	dont Industrie manufacturière	1 634	378	1 047	193	16,3	145	99
GE	Industrie	90	591	996	547	29,2	306	127
	dont Industrie manufacturière	80	437	728	225	13,3	273	93
Ensemble	Industrie	178 156	1 205	3 092	948	62,7	492	305
	dont Industrie manufacturière	143 456	1 041	2 723	504	37,4	452	256

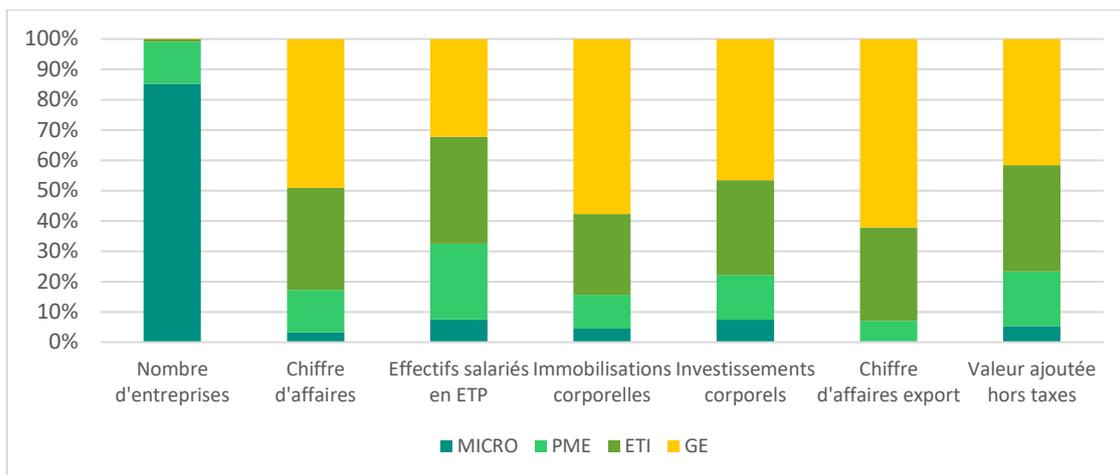
Champ : France, entreprises de l'industrie, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Plus que tout autre grand secteur, la concentration des moyens de production est importante dans l'industrie³. Les 90 GE industrielles réunissent 32 % des salariés, 58 % des immobilisations corporelles, 42 % de la valeur ajoutée et 62 % du chiffre d'affaires à l'exportation (figure 7). Les ETI industrielles rassemblent 35 % des salariés, 27 % des immobilisations corporelles, 42 % de la valeur ajoutée et 31 % du chiffre d'affaires à l'exportation de l'ensemble du secteur industriel.

³ L'industrie regroupe 36 % des immobilisations corporelles de l'ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs (soit 949 Md€, et 307 k€ par salarié contre 215 k€ pour l'ensemble des entreprises).

Figure 7 - Caractéristiques de l'industrie selon la catégorie d'entreprise en 2018



Champ : France, entreprises de l'industrie, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs.
Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

III. LES ENTREPRISES DE TAILLE INTERMÉDIAIRE (ETI)

3.1. Caractéristiques des ETI

Figure 8 - Principales caractéristiques des ETI en 2018

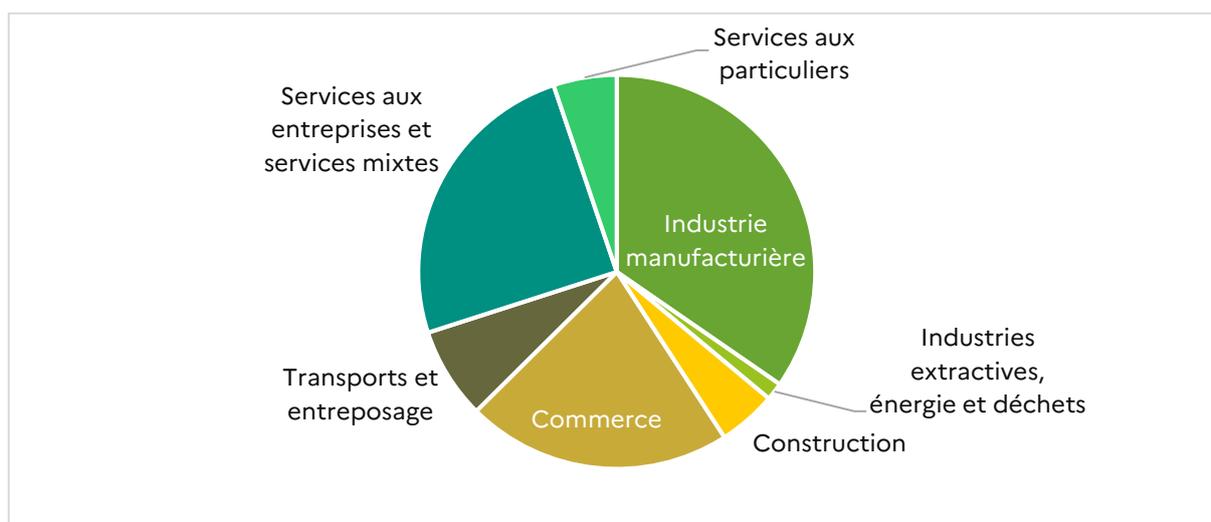
	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales en France	Effectif salarié en ETP (en milliers)	(en milliards d'euros)				
				Chiffre d'affaires	CA à l'export	Valeur ajoutée hors taxes	Immobilisations corporelles	Investissements corporels
ETI	5 412	55 174	3 018	1 151	251	288	720	60
Poids dans l'ensemble des entreprises (en %)	0,2	2,2	24,7	29,9	33,1	26,4	27,4	28,7

Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane 2018 (données individuelles).

En 2018, la France compte 5 400 ETI dans les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Elles emploient 3 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP), réalisent 30 % du chiffre d'affaires, 29 % des investissements et 26 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises (figure 8). En moyenne, elles emploient 560 salariés et comptent 10 unités légales (figure 1). La quasi-totalité des ETI sont constituées en groupes : seules 6 % des ETI n'ont qu'une seule unité légale.

Figure 9 - Répartition du nombre de salariés ETP des ETI selon le secteur d'activité (en milliers)



Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Les ETI se distinguent des autres catégories d'entreprises par leur orientation vers l'industrie. En effet, on compte 1 738 ETI industrielles dont 1 634 actives dans l'industrie manufacturière (figures 10, 21). 35 % des salariés (en ETP) des ETI travaillent dans l'industrie manufacturière⁴ (figure 9). Parmi les 2,7 millions de salariés (en ETP) de l'industrie manufacturière, 38 % sont employés par des ETI.

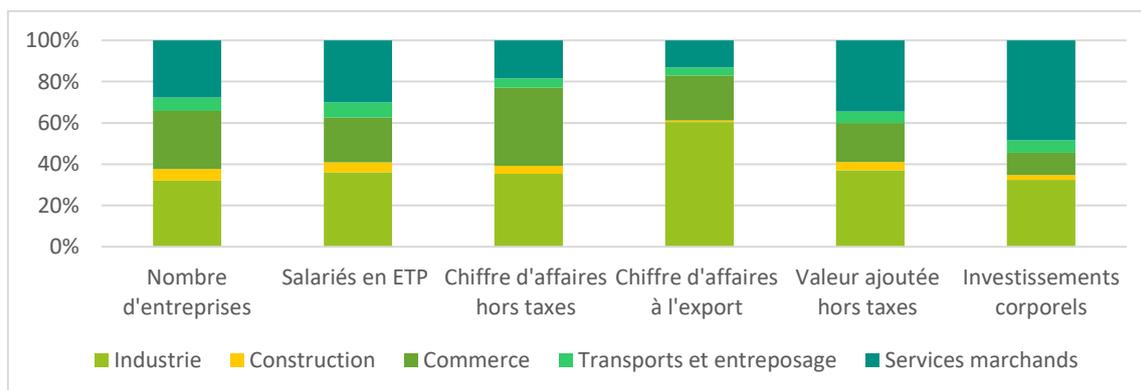
Figure 10 - Chiffres clés des ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers en 2018

	Nombre d'entreprises	Salariés en ETP (en milliers)	Chiffre d'affaires hors taxes (en Md€)	Chiffre d'affaires à l'export (en Md€)	Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)	Investissements corporels bruts hors apports (en Md€)
Industrie	1 738	1 091	407	152	107	20
Construction	300	144	44	2	12	1
Commerce	1 525	653	437	55	54	7
Transports et entreposage	353	226	52	10	16	4
Services marchands	1 501	906	211	33	100	29
Ensemble	5 417	3 020	1 151	251	289	60

Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Figure 11 - Caractéristiques des ETI selon le secteur d'activité en 2018



Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

⁴ L'emploi industriel représente 25 % de l'ensemble de l'emploi des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers en 2018.

3.2. Principales caractéristiques des ETI selon leur taille

Les ETI sont plutôt petites en termes d'effectifs (Figure 12). En effet, 69 % d'entre elles emploient moins de 500 salariés et 5 % plus de 2 000 salariés. Les ETI de plus de 500 salariés contribuent cependant à 65 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des ETI et à 64 % de l'ensemble des exportations de cette catégorie.

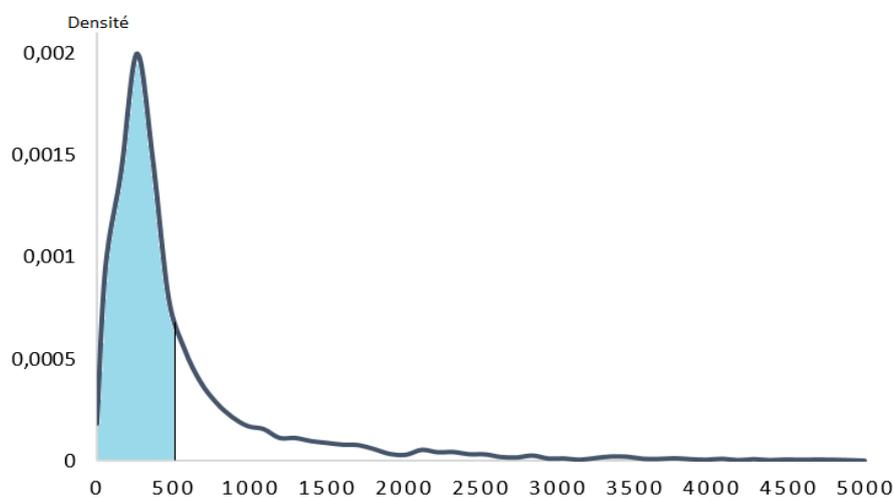
Figure 12 - Principales caractéristiques des ETI selon leur taille

	Effectif salarié en ETP						Ensemble ETI
	moins de 250	de 250 à 349	de 350 à 499	de 500 à 999	de 1 000 à 1 999	de 2 000 à 4 999	
Nombre d'entreprises	1 725	1 207	804	928	482	271	5 417
Part du nombre d'entreprises dans l'ensemble (en %)	32	22	15	17	9	5	100
Effectif moyen en ETP	135	294	413	692	1 386	2 913	560
Total effectifs salariés en ETP (en milliers)	233	355	332	642	668	789	3 020
Valeur ajoutée hors taxes en Md€ (VA)	40	30	30	60	61	68	288
VA par salarié en k€	170	85	91	93	92	86	96
Chiffres d'affaires export en Md€	53	17	19	47	57	58	251
Investissements corporels en Md€	16	6	6	13	12	9	60
Excédent brut d'exploitation en Md€	16	7	7	15	13	13	71
Emprunts et dettes assimilées en Md€	137	85	56	132	154	131	696
Immobilisations corporelles en Md€	181	83	62	159	133	102	720
Immobilisations corporelles par salarié en k€	777	234	186	248	199	129	238
Taux de VA en % (VAHT/CA)	17	27	26	26	27	29	25
Taux d'exportation en % (CAEX/CA)	22	15	17	21	25	25	22
Taux d'investissement en % (investissements/VAHT)	41	18	19	21	19	13	21
Taux de marge en % (EBE/VACF)	45	26	24	26	24	21	27
Taux d'endettement en % (dettes /fonds propres)	96	84	75	73	72	59	74

Champ : ETI des secteurs principalement marchands non agricoles, non financiers.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Figure 13 - Distribution des ETI selon leur effectif salarié en ETP en 2018



Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Note : la surface totale située sous la courbe de distribution représente 100 % des ETI. La partie colorée représente la proportion d'ETI, égale à 69 %, dont l'effectif salarié est inférieur à 500.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

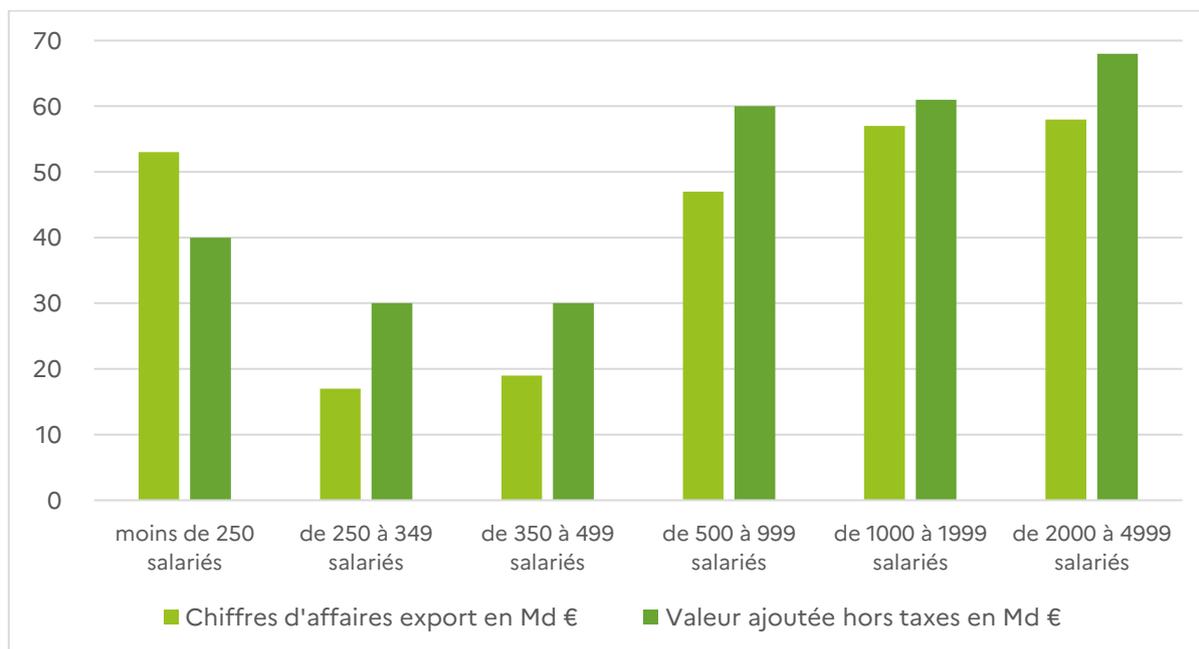
Figure 14 - Effectifs salariés des ETI selon leur taille en 2018 (total effectifs en ETP en milliers)



Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Figure 15 - Valeur ajoutée et chiffre d'affaires à l'export des ETI selon leur taille



Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

3.3. Les ETI Industrielles

L'industrie comprend l'industrie manufacturière mais également les industries extractives (gravières, sablières, etc.), la production et la distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné, ainsi que la production et la distribution d'eau, l'assainissement, la gestion des déchets, la dépollution.

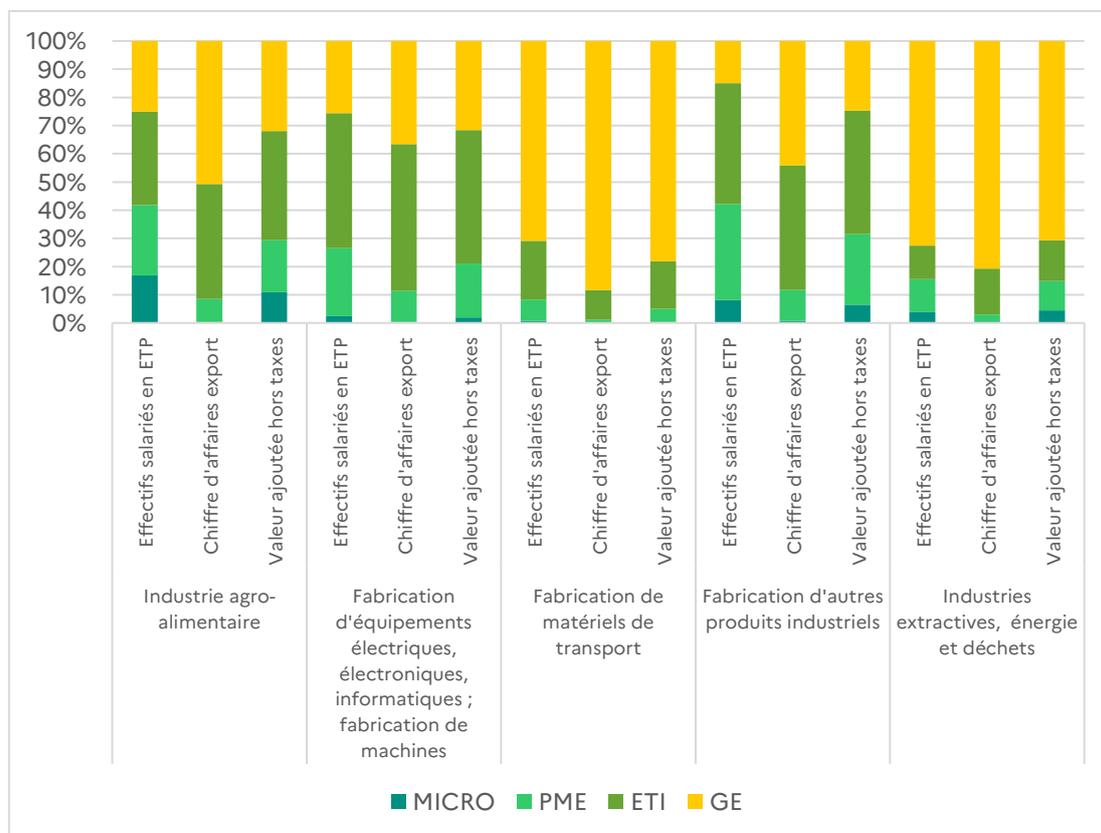
L'industrie manufacturière regroupe les grandes catégories suivantes :

- industrie agro-alimentaire ;
- fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ;
- fabrication de machines ;
- fabrication de matériels de transport ;
- fabrication d'autres produits industriels : fabrication de produits en caoutchouc & plastique, industrie chimique, métallurgie et fabrication de produits métalliques, autres industries manufacturières.

3.3.1. Chiffres clés des ETI de l'industrie

Les ETI industrielles réunissent 35 % des salariés, 27 % des immobilisations corporelles, et contribuent à 35 % de la valeur ajoutée et 31 % du chiffre d'affaires à l'exportation de l'ensemble de l'industrie (figure 7).

Figure 16 - Caractéristiques de l'industrie selon la catégorie d'entreprise et le secteur industriel en 2018



Champ : France, entreprises de l'industrie.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

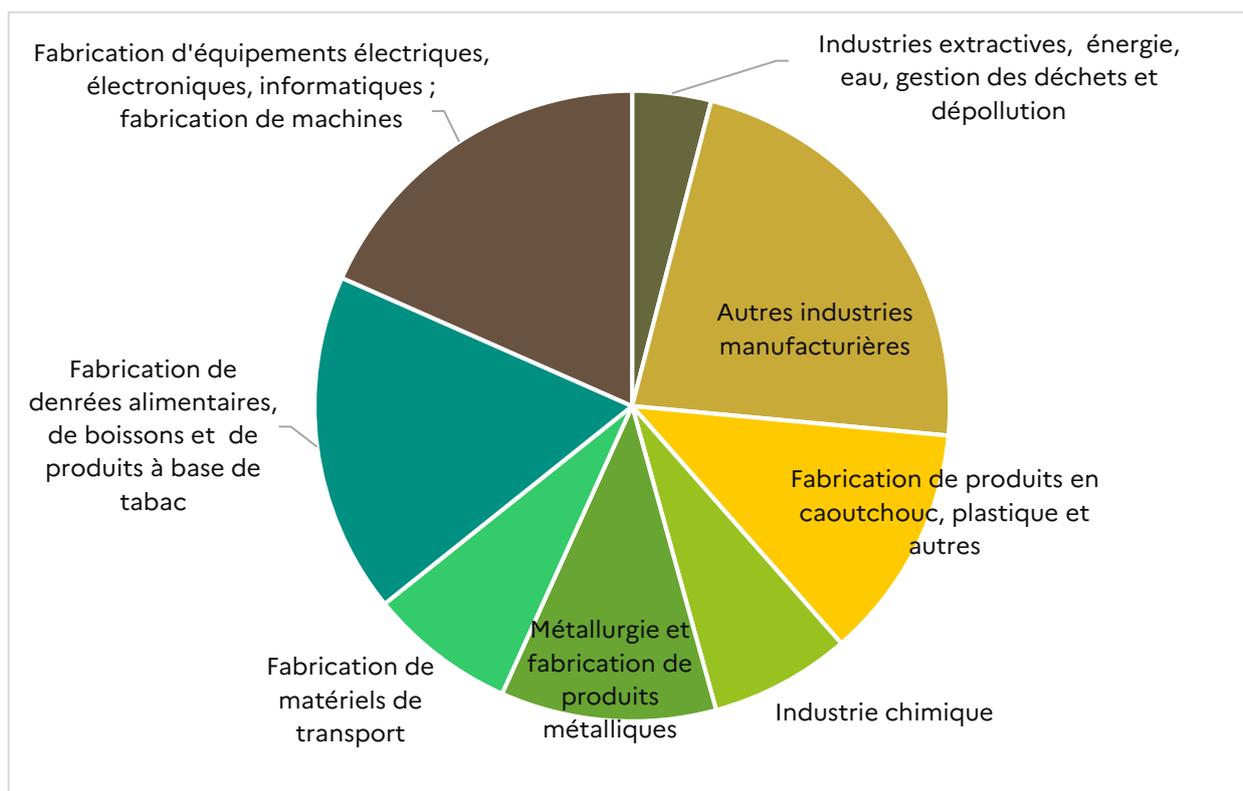
Figure 17 - Chiffres clés des ETI de l'industrie

	Industrie agro-alimentaire	Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines	Fabrication de matériels de transport	Fabrication d'autres produits industriels	Industries extractives, énergie, et déchets	Ensemble ETI industrielles
Nombre d'entreprises	300	285	120	929	104	1 738
Chiffre d'affaires (en Md€)	85	67	35	190	29	407
Effectifs salariés en ETP (en milliers)	190	200	82	575	44	1 091
Immobilisations corporelles (en Md€)	39	25	12	116	58	252
Investissements corporels (en Md€)	4	2	1	9	4	20
Chiffre d'affaires export (en Md€)	19	34	18	74	7	152
Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)	18	19	7	56	7	107

Champ : France, ETI de l'industrie.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Figure 18 - Répartition du nombre de salariés ETP des ETI industrielles selon le secteur industriel (en milliers)

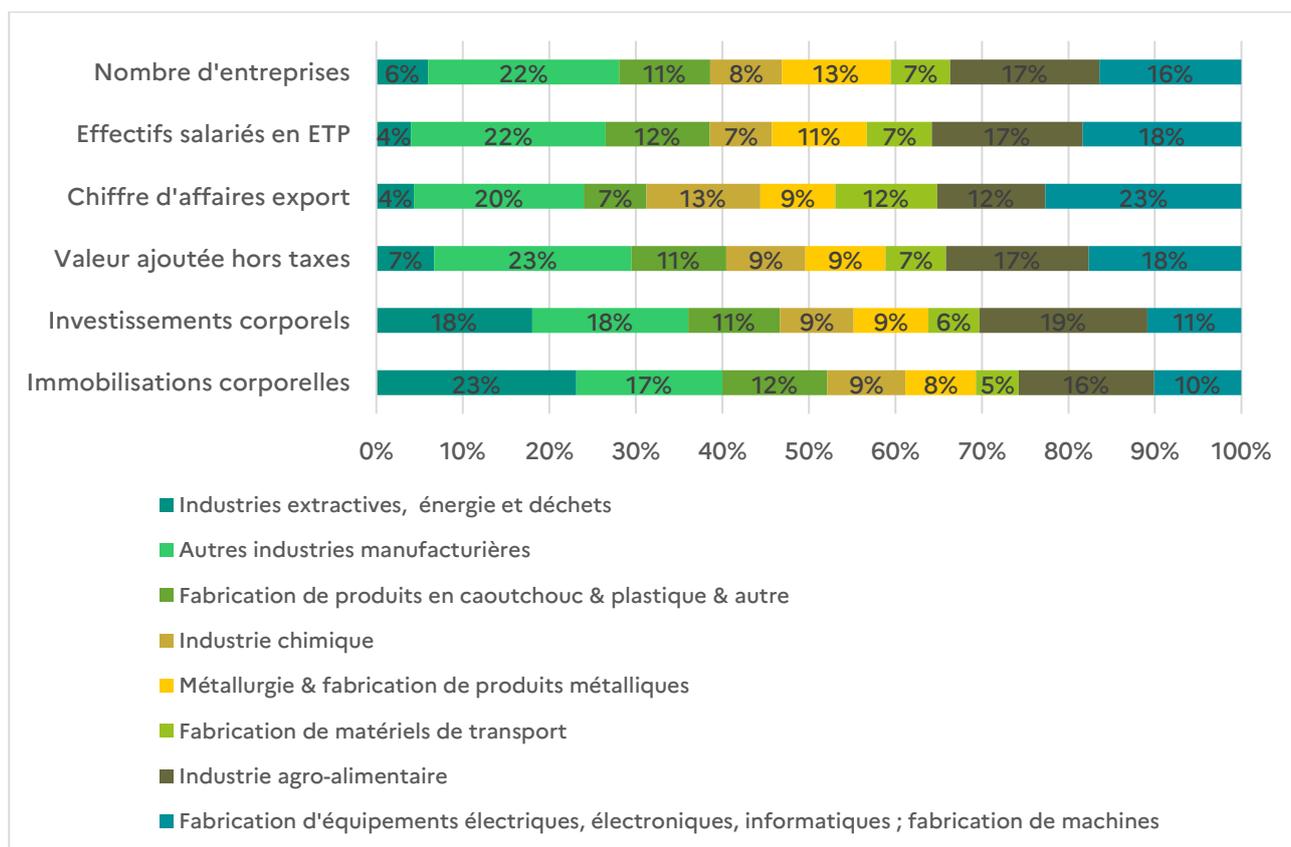


Champ : France, ETI de l'industrie.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Les ETI de l'industrie manufacturière constituent 95 % du secteur industriel ETI en matière de salariés en ETP, 92 % de valeur ajoutée et 93 % de chiffre d'affaires (figure 21). De leur côté, les secteurs des industries extractives, d'énergie et de déchets pèsent moins de 10 % du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des ETI industrielles mais représentent 23 % des immobilisations corporelles de ces dernières (figure 19).

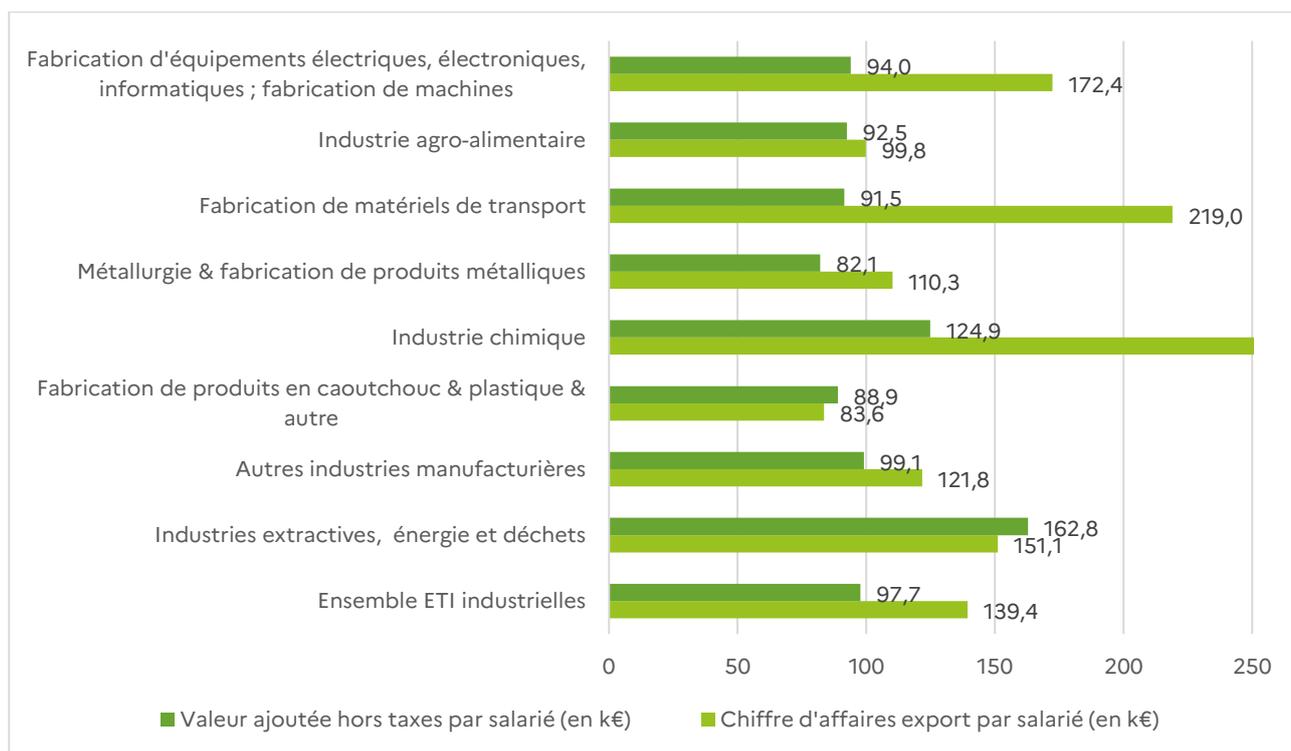
Figure 19 - Caractéristiques des ETI industrielles selon leur secteur industriel en 2018



Champ : France, ETI de l'industrie.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

Figure 20 - Valeur ajoutée et chiffre d'affaires à l'export par salarié des ETI industrielles



Champ : France, ETI de l'industrie.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

3.3.2. ETI : Caractéristiques des ETI industrielles selon leur taille

Figure 21 - Caractéristiques des ETI industrielles selon leur taille en 2018

Effectif salarié en ETP	Secteur	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires (en Md€)	Effectifs salariés en ETP (en milliers)	Immobilisations corporelles (en Md€)	Investissements corporels (en Md€)	Chiffre d'affaires export (en Md€)	Valeur ajoutée hors taxes (en Md€)
moins de 250	Industrie	450	49	69,5	40	3	18	10
	dont Industrie manufacturière	401	39	64,4	16	2	15	8
de 250 à 349	Industrie	371	34	109,2	20	2	12	10
	dont Industrie manufacturière	354	32	104,1	17	1	11	9
de 350 à 499	Industrie	274	36	113,9	20	2	12	10
	dont Industrie manufacturière	262	34	109,0	17	2	12	10
de 500 à 999	Industrie	355	87	248,7	56	5	33	24
	dont Industrie manufacturière	337	78	236,3	43	4	30	22
	Industrie	192	97	266,3	67	5	36	26
	dont Industrie manufacturière	187	93	259,1	53	4	36	25
de 2000 à 4999	Industrie	96	103	283,0	48	4	41	26
	dont Industrie manufacturière	93	102	274,0	48	4	41	26
Ensemble	Industrie	1 738	407	1 090,6	252	20	152	107
	dont Industrie manufacturière	1 634	378	1 046,9	193	16	145	99

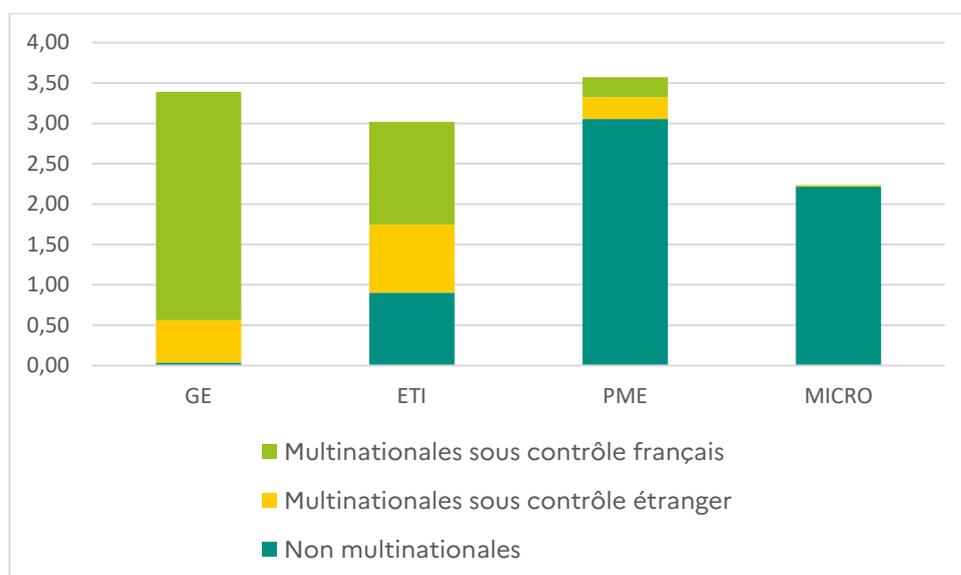
Champ : France, ETI de l'industrie.

Sources : Insee, FARE 2018, calculs DGE.

3.4. Les ETI selon le type de contrôle

Compte tenu de leur orientation industrielle, les ETI jouent un rôle essentiel dans le commerce extérieur, réalisant 33 % du chiffre d'affaires à l'export (figure 23). Sur les 5 400 ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers présentes en France, 26 % sont des multinationales sous contrôle étranger (30 % des grandes entreprises et 5 % des PME non microentreprises) (figure 26). Ces dernières emploient 840 000 salariés en ETP, soit 28 % des salariés des ETI, et représentent la moitié de l'emploi des implantations étrangères en France. À titre de comparaison, les ETI multinationales sous contrôle français emploient 1,3 million de salariés en ETP, soit 42 % des salariés des ETI (figure 22).

Figure 22 - Effectifs salariés en ETP selon la catégorie d'entreprises et le type de contrôle en 2018 (en millions)

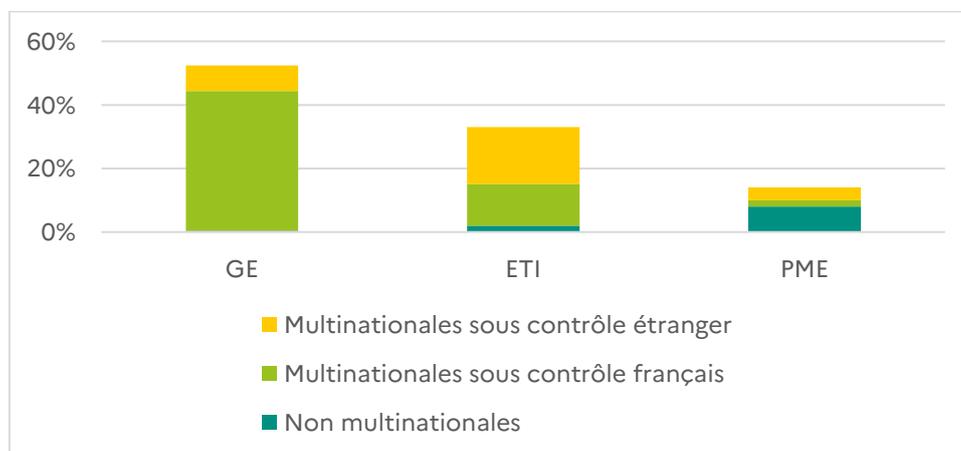


Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs.

Note : Les ETI multinationales sous contrôle étranger emploient 841 000 salariés en ETP, soit 28 % des salariés des ETI.

Source : Insee, É sane 2018 (données individuelles).

Figure 23 - Répartition des exportations françaises selon la catégorie d'entreprises et le type de contrôle en 2018



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la microentreprise et microentrepreneurs.

Note : Les ETI réalisent 33 % de l'ensemble des exportations françaises. Plus de la moitié des exportations des ETI sont réalisées par des ETI étrangères.

Source : Insee, É sane 2018 (données individuelles).

Les ETI multinationales sont plus grandes et plus capitalistiques. Hors secteurs financier et immobilier, les ETI multinationales sous contrôle français emploient en moyenne 757 salariés (en ETP) sur le territoire national, et celles sous contrôle étranger 612 (figure 24). Les ETI françaises en emploient 393 en moyenne. Les ETI multinationales sous contrôle étranger ont davantage d'immobilisations corporelles par salarié que celles sous contrôle français (en excluant les entreprises de l'immobilier, atypiques par la nature de leurs actifs). Elles dégagent également une plus forte valeur ajoutée par salarié.

Figure 24 - Ratios sur les ETI selon le type de contrôle

	Nombre d'entreprises	Effectif salarié en ETP (en milliers)	Effectif salarié en ETP moyen par entreprise	VAHT / salarié	Immobilisations corporelles/ salarié	Total des ressources/ salarié	Salaire annuel moyen	Taux de marge EBE/VAHT	Taux d'exportation
				(en milliers d'euros)				(en %)	
Ensemble									
ETI françaises	2 183	858	393	70	160	342	37	23	6
ETI multinationales sous contrôle français	1 663	1 258	757	95	148	767	48	23	23
ETI multinationales sous contrôle étranger	1 371	839	612	114	211	684	54	24	33
Industrie manufacturière									
ETI françaises	330	114	344	75	146	334	37	25	20
ETI multinationales sous contrôle français	671	505	753	90	152	689	44	25	35
ETI multinationales sous contrôle étranger	633	428	676	107	234	614	50	25	45

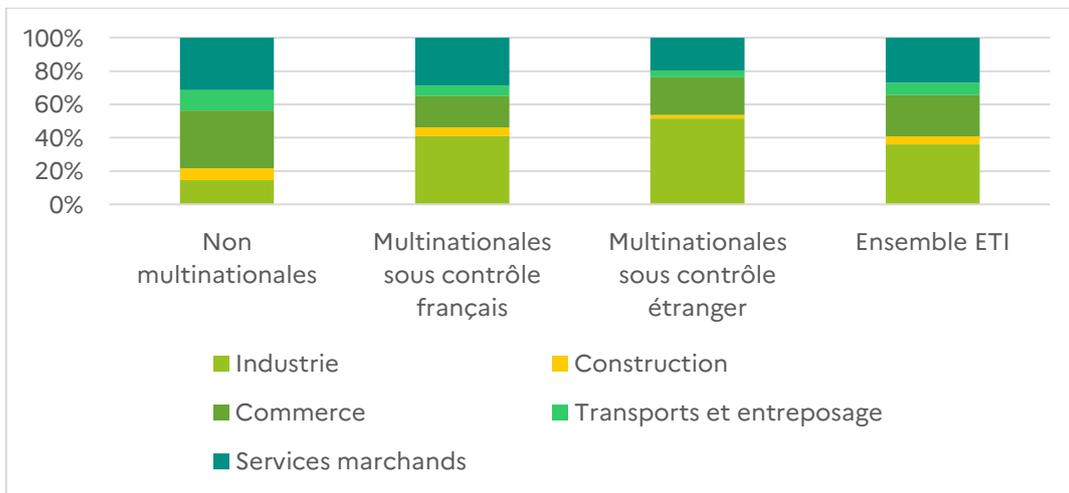
Note : les ETI de l'immobilier sont exclues car elles sont nombreuses et très atypiques par les actifs immobiliers qu'elles détiennent, ce qui biaise les ratios au regard du capital productif des autres activités. VAHT : valeur ajoutée hors taxes, EBE : excédent brut d'exploitation.

Champ : France, ETI des secteurs principalement marchands non agricoles, non financiers et non immobiliers.

Source : Insee, É sane 2018 (données individuelles).

La moitié des salariés des ETI multinationales sous contrôle étranger travaillent dans l'industrie contre 41 % pour les ETI multinationales sous contrôle français. Les ETI françaises non multinationales n'emploient que 15 % de leurs salariés dans l'industrie (figure 25).

Figure 25 : Salariés en ETP des ETI selon le secteur d'activité et le type de contrôle en 2018

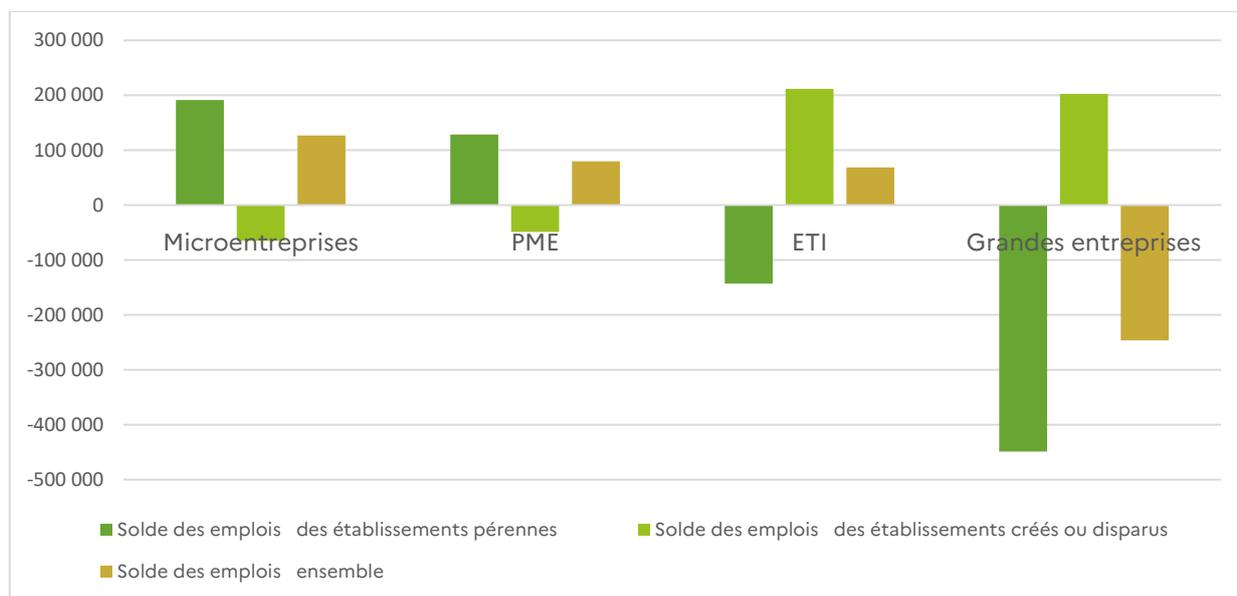


Champ : France, entreprises de taille intermédiaire (ETI) des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.
 Source : Insee, Ésane 2018 (données individuelles).

IV. DYNAMIQUE DE L'EMPLOI DANS LES ETI 2008-2017

Entre 2008 et 2017, les microentreprises, les PME et les ETI créent respectivement 126 700, 80 000 et 68 700 emplois salariés, alors que les grandes entreprises en suppriment 246 300 (figure 26). Les microentreprises et les PME créent des emplois par l'intermédiaire d'établissements pérennes, alors que les ETI le font via la création de nouveaux établissements (effet « démographique »). Les ETI et les grandes entreprises développent leurs emplois via de nouveaux établissements pour diverses raisons : géographiques avec de nouvelles implantations, économiques pour développer de nouvelles activités, etc.

Figure 26 - Créations ou suppressions d'emplois salariés entre 2008 et 2017 en France

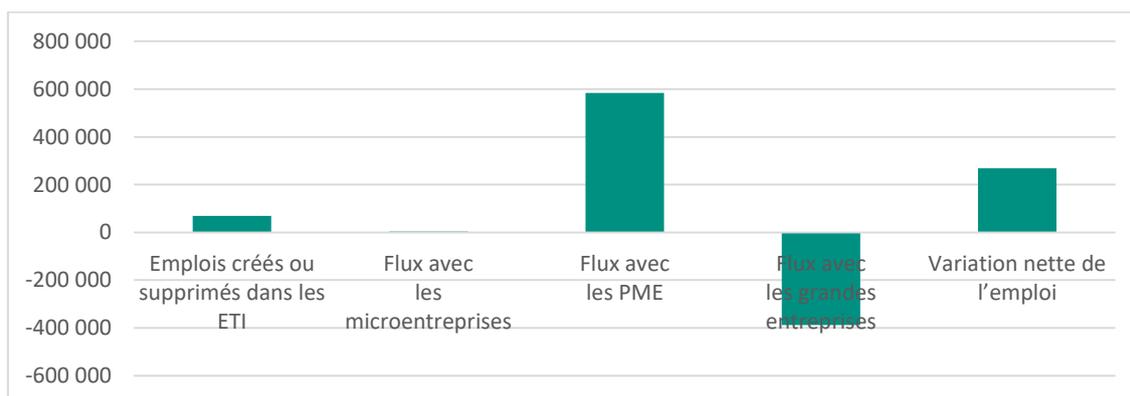


Champ : secteur marchand hors microentrepreneurs.

Sources : Insee, REE, Lifi, Clap, Flores.

Si, entre 2008 et 2017, 68 700 emplois salariés ont été créés par les ETI, celles-ci comptent 268 000 emplois salariés de plus en neuf ans (figure 27), en raison des changements de catégories d'entreprises de certaines d'entre elles. Ainsi, la catégorie ETI a gagné, en flux nets, 583 700 emplois salariés provenant d'anciennes PME et perdu 387 600 désormais attribués aux grandes entreprises.

Figure 27 - Évolution de l'emploi salarié dans les ETI selon les créations ou suppressions d'emplois et les changements de catégorie entre 2008 et 2017



Champ : France, hors Mayotte, entreprises non agricoles.

Sources : Insee, Clap, Flores, Lifi.

Entre 2008 et 2017, l'emploi salarié des ETI a baissé dans le Grand Est et en Normandie. A contrario, il a augmenté sur la façade ouest et dans le sud de la France (+ 15 800 en Bretagne, +24 200 en Nouvelle-Aquitaine, +35 300 en région PACA). L'Ile-de-France et la région Auvergne-Rhône-Alpes enregistrent les plus fortes hausses de l'emploi ETI avec respectivement 90 900 et 52 900 emplois supplémentaires (figure 28).

Figure 28 - Variations nettes d'emploi par région entre 2008 et 2017

	GE	ETI	PME	Microentreprises
Grand Est	-328	-27 055	-29 163	-25 543
Normandie	2 222	-3 298	-20 053	-15 337
Corse	-584	1 949	3 482	-837
Bourgogne-Franche-Comté	-12 759	4 627	-20 516	-14 945
Centre-Val de Loire	-1 411	7 831	-16 924	-13 969
Hauts-de-France	-1 581	12 092	-32 261	-24 288
Bretagne	11 051	15 821	2 008	-13 226
Nouvelle-Aquitaine	28 030	24 238	-5 340	-24 938
Pays de la Loire	21 768	24 528	3 122	-10 166
Occitanie	39 442	29 879	7 004	-21 288
Provence-Alpes-Côte d'Azur	17 190	35 285	1 853	-28 333
Auvergne-Rhône-Alpes	14 308	52 911	-1 993	-26 146
Ile-de-France	78 800	90 900	-13 400	-40 600
La réunion	2 178	9 289	1 001	-3 694
Guyane	407	1 403	483	-72
Guadeloupe	-353	1 891	-215	-756
Martinique	1 880	2 061	-536	3 406

Champ : secteur marchand hors microentrepreneurs.

Sources : Insee, REE, Lifi, Clap, Flores.

V. QUATRE PORTRAITS D'ETI

5.1. La belle-iloise

Date de création : 1932

Secteur d'activité : fabrication et distribution de conserves de poisson

Implantation : Quiberon, Morbihan (siège social)

Nombre de salariés : entre 350 et 650 salariés selon la saison

Chiffre d'affaires : 58 millions d'euros en 2016 – 61 millions d'euros en 2020

Caroline Le Branchu « À la belle-iloise, nous voulons rendre accessible le plaisir de bien manger. Nous sommes convaincus qu'une alimentation saine, inspirante et responsable, permet de vivre mieux, pour soi mais aussi pour la planète. »

Située à proximité du port de pêche de Quiberon, la belle-iloise est une ETI française qui fabrique et distribue des conserves de poissons depuis bientôt quatre-vingt-dix ans.

En tant que fabricant, l'entreprise dispose d'une maîtrise de l'ensemble du processus de production qui va de la sélection des matières premières et de la construction de partenariats forts, notamment avec les pêcheurs, à la fabrication de ses produits finis. Elle se positionne sur le secteur des conserves de poisson haut de gamme (principalement sardine, maquereau et thon). L'entreprise exerce également le métier de distributeur : elle possède un réseau de plus de 87 magasins de vente directe ainsi qu'un site internet marchand.

La belle-iloise est une entreprise familiale qui se transmet de génération en génération : créée en 1932 par Georges Hilliet, elle fût dirigée pendant plus de quarante ans par les fils du fondateur, Georges et Bernard Hilliet, avant d'être reprise par sa petite-fille, Caroline Hilliet Le Branchu, en 2011. La question de la transmission des valeurs et du savoir-faire y occupe par conséquent une place prépondérante.

L'innovation est l'un des principaux ressorts de croissance de la belle-iloise : dès les années soixante, l'entreprise innove en choisissant de s'affranchir de la grande distribution et de distribuer elle-même ses produits. Aujourd'hui elle élabore en permanence de nouvelles recettes, crée de nouveaux packagings... En 2018, l'ETI se lance dans l'ouverture d'un nouveau concept : l'ouverture d'un « bar à sardine » à Paris, afin de proposer à ses clients de la petite restauration à emporter.

L'entreprise compte aujourd'hui entre 350 et 650 salariés selon la saison – notamment la saison sardine qui se déroule de mai à novembre et qui constitue le moment fort de la belle-iloise. Elle réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 60 millions d'euros.

Les défis à relever liés à l'alimentation et la question de l'impact des activités de l'entreprise sur la planète occupent une place centrale sein de la conserverie. L'ETI s'engage et agit au quotidien pour réduire son empreinte, tant au moment de sélection des ressources, que dans la gestion des déchets ou que lors des phases d'acheminement des produits.

L'entreprise a traversé la pandémie en ayant su s'adapter aux transformations des comportements d'achat, notamment en répondant au très fort rebond de ses commandes à distance alors que le commerce physique subissait les baisses d'affluence en magasins.

5.2 Jouve

Date de création : 1903, par l'éditeur Henri Jouve

Activité : services numériques

Dirigeant : Thibault Lanxade

Siège social : Mayenne, Pays de la Loire

Effectifs : 1 700

Chiffre d'affaires : 125 millions d'euros

Actionnaire : actionnariat familial & Management

Thibault Lanxade « Nos ETI sont reconnues pour leur potentiel d'innovation et d'emplois, nos success stories s'illustrent et notre made in France s'exporte à travers le monde. »

Fondée en 1903, Jouve est une entreprise de services numériques spécialisée à sa création dans l'impression d'ouvrages, d'abord de poésies, puis d'ouvrages de plus grande taille juridiques, médicaux ou scientifiques. L'entreprise prend le virage du numérique dans les années 1980 et développe un savoir-faire dans la composition et la mise en page, puis dans la dématérialisation de documents et le traitement des données. Jouve développe aujourd'hui plusieurs activités : externalisation des processus métiers⁵, système éditoriaux et services en ingénierie informatique dans les domaines de l'analyse, de la saisie, du traitement de stockage, de la consultation, de la communication et de la transmission de données.

L'entreprise emploie 1 700 salariés et compte plus de 450 clients, entreprises et institutions publiques, pour un chiffre d'affaires d'environ 125 millions d'euros. Jouve travaille pour des banques et assurances, des entreprises de l'industrie, de l'immobilier, de la santé, du BTP et de l'édition, entre autres. L'entreprise a récemment décroché via sa filiale un contrat de 1,4 milliard de dollars sur dix ans avec le bureau américain des brevets, devenant ainsi le leader mondial de l'automatisation des procédés dans la propriété intellectuelle. Ce nouveau marché permettra la création de plus de 150 emplois directs en France et près de 1 000 aux États-Unis.

L'innovation a été le moteur de la transformation et du développement de l'entreprise. En effet, Jouve a su opérer une transformation digitale et diversifier son activité initiale pour développer une expertise en services numériques. Au milieu des années 1980, l'entreprise connaît sa première transformation digitale avec l'utilisation du Minitel puis du CD-ROM. L'entreprise a ensuite repensé son métier en se tournant vers les services numériques de transformation digitale. L'arrivée de start-ups proposant de nouveaux services numériques ou modèles économiques, dont certains disruptifs, encourage Jouve à être toujours plus agile et innovante. À ce titre, l'entreprise consacre près de 3 millions d'euros par an en recherche et développement. Jouve a ainsi développé sa capacité d'intégration de nouvelles solutions technologiques pour rester parmi les meilleurs dans un marché très concurrentiel et apporter à ses clients des solutions personnalisées.⁶

L'internationalisation est le second ressort de croissance de l'entreprise. Jouve est présente à l'étranger dans 8 pays grâce à la création de filiales⁷ et à l'ouverture d'agences commerciales.⁸ Cette internationalisation a permis la conquête de nouveaux marchés, notamment en Europe de l'Est et en

⁵ Business process outsourcing (BPO).

⁶ Jouve a par exemple procédé à des acquisitions pour renforcer son expertise dans la conception UX/UI, le développement d'applications natives et de sites responsive Web Design.

⁷ États-Unis, Royaume-Uni, Pays-Bas, Roumanie, Madagascar.

⁸ Allemagne, Inde entre autres.

Afrique. L'entreprise s'est également implantée à l'étranger par le rachat d'entreprises locales afin d'intégrer des technologies spécifiques et diversifier son portefeuille de clients. À ce titre, Jouve a par exemple racheté une entreprise aux Etats-Unis spécialisée dans la composition des systèmes d'information. Grâce à cette internationalisation, l'entreprise emploie près de 1 000 salariés à l'étranger et réalise environ 20 % de son chiffre d'affaires à l'exportation.

Le premier défi est le recrutement des talents. Bien que Jouve soit un acteur à l'expertise reconnue, la société connaît des difficultés de recrutement, notamment dans certains territoires, pour certains métiers liés aux nouvelles technologies de l'information et pour certains postes de direction. Pour relever ce défi, Jouve investit dans la formation de ses collaborateurs et s'efforce de répondre aux attentes des nouvelles générations en modernisant l'environnement de travail (*coworking*, télétravail (accord d'entreprise deux jours de télétravail par semaine, etc.) et en développant une vraie culture d'entreprise. L'entreprise expérimente par exemple depuis quelques mois le vendredi sans e-mail pour tous les salariés. Par ailleurs, l'entreprise est dotée de FCPI pour les salariés avec un système d'abonnement incitatif.

Le second défi est lié à l'évolution des besoins des clients en matière de données. Le traitement et la transmission de données étant au cœur de ses activités, l'entreprise doit désormais s'adapter pour répondre aux attentes de ses clients en matière de stockage et de protection des données et se conformer à l'évolution du cadre juridique en matière de protection des données.

5.3 Sisley

Date de création : 1972 puis rachat en 1976 par la famille d'Ornano

Secteur d'activité : production et distribution de produits de soin, de maquillage et de parfums haut de gamme

Implantation : Paris, Ile-de-France (siège social)

Nombre de salariés : 4 600 en 2021

Chiffre d'affaires : 850 millions d'euros prévus en 2021

Actionnaire : famille d'Ornano

Philippe D'Ornano : « *Le développement réussi de notre entreprise s'explique en grande partie par l'ambition de construire dans le temps long. Investissements soutenus, expansion patiente de la marque à l'international, construction d'équipes soudées et professionnelles, rapport au produit, aux fournisseurs, aux clients, à l'environnement, aux territoires où nous opérons, découle de cette approche de long terme* ».

Créée en 1972, Sisley est reprise des 1976 par Hubert d'Ornano, qui la positionne comme une marque de cosmétique haut de gamme, spécialisée dans l'utilisation d'actifs d'origine naturels et d'huiles essentielles. Sisley propose aujourd'hui une ligne de soin complète pour le visage, les cheveux et le corps, des soins solaires, une gamme de maquillage et de parfums, et vient de créer une nouvelle marque capillaire.

Sisley a très rapidement fortement investi dans son développement international. Commencé dès le début des années 1980, d'abord en Europe et aux États Unis puis en Asie, il a permis à l'entreprise qui ne comptait qu'une centaine d'employés en 1986 de compter aujourd'hui 4 500 personnes, de plus de cent nationalités différentes, dont 1 100 salariés en France. Le développement à l'international s'est fait par croissance organique. Aujourd'hui présente dans plus de cent pays, disposant d'une trentaine de filiales de distribution et d'un réseau de distributeurs tiers sur les cinq continents, l'entreprise réalise environ plus de 90 % de son chiffre d'affaires à l'exportation. Sisley poursuit sa croissance dans les zones géographiques où elle est implantée (Europe, Asie, Amériques) tout en initiant son expansion sur de nouveaux territoires, notamment en Afrique où en Inde.

Les produits Sisley sont principalement distribués dans le circuit de la parfumerie sélective, en grands magasins, pharmacies, spas et instituts de beauté, mais aussi dans un réseau en propre comprenant boutiques et sites internet. Ils sont fabriqués quasi exclusivement en France.

Sisley est une entreprise familiale détenu à 100 % par la famille d'Ornano, dont plusieurs membres dirigent opérationnellement ou sont impliqués dans l'entreprise. La transmission de l'entreprise a été anticipé et organisé afin d'éviter de mettre en péril la stratégie de développement de long terme et l'implantation en France. D'autre part, Sisley a depuis toujours des instances de décision comportant des administrateurs indépendants externes à la famille, et une équipe de direction internationale. L'entreprise est aussi largement paritaire, tant dans ses instances de gouvernance que dans son comité de direction ou parmi ses cadres (75 % de femmes).

L'innovation est l'un des principaux ressorts de croissance de Sisley. La R & D est une priorité, notamment afin de maintenir sa position de leader sur le marché en expansion mais très concurrentiel de la parfumerie sélective. Les investissements en R & D ont plus que triplé depuis 2010, politique volontariste facilité par le Crédit d'Impôt Recherche. Sisley possède aujourd'hui un laboratoire de R & D en région parisienne employant 100 personnes, et une veille tant scientifique que marketing organisée dans le monde entier. L'entreprise mène par ailleurs des projets

d'innovation en coopération avec d'autres acteurs, *start up* ou sous-traitants, recherche publique, etc.

Ces développements en laboratoire permettent de proposer une trentaine de nouveaux produits par an mais aussi d'initier des projets de nouvelles marques. Ainsi sept ans de recherches ont abouti en 2018 au lancement d'une marque dédiée au soin et à la beauté des cheveux : Hair Rituel by Sisley. Après quatre ans, cette marque en forte croissance est déjà commercialisée dans 100 pays, a reçu 170 prix dans la presse internationale et réalise 50 millions d'euros de chiffre d'affaires.

L'entreprise est adhérente au pôle de compétitivité Cosmetic Valley chargé de contribuer au développement de la filière cosmétique.

Sisley a également accompagné son développement par la mise en œuvre d'une transformation numérique. L'entreprise s'est dotée dès le début des années 1990 d'un ERP, a créé en 2013 une direction du digital (environ 50 personnes actuellement) ainsi que des équipes digitales dans ses filiales avec pour objectif à la fois de répondre aux nouveaux modes de consommation (les ventes en ligne ont été multipliées par trois ces trois dernières années) mais également de moderniser et digitaliser son propre fonctionnement (passage à SAP, digitalisation des moyens de communication avec les équipes). Les sites internet de Sisley comptent aujourd'hui plusieurs millions de visiteurs.

Par ailleurs, les enjeux liés à la transition écologique sont pris en compte dans la stratégie de croissance de Sisley et des investissements importants ont été entrepris ces quinze dernières années. L'entreprise dispose entre autre d'une politique énergétique (investissements dans la transformation de l'outil productif dans le but de limiter les consommations, toit photovoltaïque de 18 000 m², passage au biogaz en 2022, politique d'économie d'énergie sur tous les sites), de deux sites certifiés Haute Qualité Environnementale, d'une politique de gestion de l'eau (station d'épuration, plans d'économie), d'une politique de recyclage des déchets et d'une politique d'amélioration de l'écoconception des packagings. Elle adhère au Plastic Act de la FEBEA.

Au cours de la crise sanitaire, la majorité des équipes a basculé en télétravail à l'exception des sites de production et de logistique en présentiel et des vendeurs placés en activité partielle dans les périodes de confinement. Malgré la fermeture d'une grande partie des points de vente en Europe et en Amérique, l'entreprise a réussi à limiter l'impact sur le chiffre d'affaires et les résultats de la société, notamment en poursuivant ses investissements et ses recrutements (+ 6 % d'effectifs en plus en 2020 en France). Le chiffre d'affaires est en hausse de 10 % en 2021 par rapport à 2019. L'entreprise a un très bon climat social et verse, sur les cinq dernières années, chaque année une participation d'environ deux mois de salaire, soit en moyenne le double de la participation légale. Elle verse également en moyenne 1,5 millions d'euros chaque année à la Fondation Sisley, très active dans le domaine du social, de la santé ou de la culture.

Sisley prévoit d'investir en France pour faire face à son possible développement. Pour la production 35 millions d'euros seront investis dans un projet de nouvelle usine dans le Loir-et-Cher, et un investissement de 35 millions d'euros est programmé pour l'extension de son site de recherche et d'administration de Saint-Ouen-l'Aumône, l'inauguration de ces deux projets étant prévus mi 2024. La baisse des impôts de production décidée dans le cadre du plan de relance a rendu ces projets envisageables.

L'accès aux compétences reste un obstacle au développement : en dépit de son fort rayonnement international, l'entreprise Sisley rencontre certaines difficultés de recrutement en France, plus particulièrement hors de son site parisien pour certains types de métier notamment dans le domaine digital, DSI, industriel ou de maintenance. Outre un soin apporté aux lieux de travail et des contacts avec les écoles, l'entreprise a mis en place une politique de recrutement par le biais de l'apprentissage : aujourd'hui, 40 à 50 apprentis intègrent la société chaque année.

5.4 LISI

Date de création : 1777

Activité : solutions d'assemblage et composants à forte valeur ajoutée pour les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile et du médical

Dirigeant : Emmanuel Viellard

Siège social : Grandvillars, Bourgogne-Franche-Comté

Effectifs : 9 676

Chiffre d'affaires : 1,23 milliard d'euros

Actionnaire : actionnariat familial

Emmanuel Viellard : « *La particularité de LISI est qu'avec toute sa longue histoire, le groupe reste moderne et en avance sur tous les défis de nos métiers. La crise n'a pas freiné les virages technologiques liés à la mobilité, elle les a accélérés.* »

Fondée en 1777, Llnk Solutions for Industry (LISI) est une entreprise spécialisée dans la fabrication de fixations et de composants d'assemblage de haute technologie pour les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, et du médical. D'abord fabriquant de mouvement d'horlogerie, l'entreprise fusionne en 1968 avec la Société Industrielle de Delle, spécialisée dans la visserie par décolletage, pour former la Générale de Forgeage Décolletage (GFD). En 1977, à la suite du rachat d'une société spécialisée dans les fixations aéronautiques, l'entreprise est rebaptisée Générale Financière et Industrielle (GFI), puis LISI en 2002.

L'entreprise a connu une forte croissance interne et externe depuis son introduction en Bourse en 1989. En acquérant de nombreuses sociétés au fil du temps, le groupe affirme une stratégie de complémentarité de ses produits pour se différencier de ses concurrents et devenir un acteur multi spécialiste mondial dans le domaine des fixations.

Ainsi trois stratégies complémentaires coexistent. D'un côté LISI AEROSPACE (54 % du chiffre d'affaires du groupe en 2020) se développe dans les composants de structure complexes, en complémentarité aux fixations, afin d'avoir une dimension véritablement internationale. LISI AUTOMOTIVE (37 % du chiffre d'affaires du groupe en 2020) s'agrandit notamment aux États-Unis en renforçant les activités de fixations clippées et les composants mécaniques de sécurité à forte valeur ajoutée. La présence de cette branche en Chine, en Europe et en Amérique du Nord témoigne de cette internationalisation réussie. Enfin, avec la création de LISI MEDICAL en 2010 (9 % du chiffre d'affaires du groupe en 2020), le groupe se spécialise également dans les implants dentaires et systèmes d'assemblage de chirurgie reconstructive, puis dans la fabrication d'instruments de chirurgie mini-invasive à partir de 2016.

L'actionnariat familial permet d'adopter une stratégie de long terme, un horizon très lointain qui explique sa pérennité. Le groupe peut ainsi investir dans la recherche et le développement pour s'adapter aux besoins de clients qui font partie des plus grands acteurs mondiaux. Ses 44 sites de production sont répartis dans 13 pays permettant l'internationalisation du processus de production et l'acquisition de nouvelles sociétés. L'objectif est de pérenniser des positions de leader dans ses secteurs d'activité.

La stratégie de croissance du groupe se fait également par une croissance interne de l'ordre de 4,3 % annuellement, mais aussi par des acquisitions plus ciblées. Le développement du groupe continue dans des mondes connexes, en s'appuyant sur deux axes stratégiques que sont l'innovation et l'excellence opérationnelle. Le groupe LISI a également intégré une démarche de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE), formalisés en 2019 par cinq axes stratégiques dont la force est issue

de son modèle d'implantation à l'international et dans les territoires : *l'excellence en matière de santé et de sécurité au travail, la fidélisation des talents et l'attractivité des métiers, la réduction de l'empreinte environnementale, la satisfaction des clients et l'efficacité des process, et enfin l'engagement dans un processus d'achat et de chaîne d'approvisionnement responsable afin d'être un levier auprès des sous-traitants et fournisseurs.*

Mais la crise sanitaire a fortement impacté l'activité de LISI, qui a connu une chute brutale de la demande avec une perte de 500 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2020 (28,9 % de baisse par rapport à 2019). Les activités aéronautiques, majoritaires, en ont particulièrement pâti alors que l'activité automobile a rebondi et que l'activité médicale a été moins touchée. Néanmoins, la mise en œuvre très réactive d'un plan « *New Deal* » a permis de prioriser la protection de la santé des salariés et la préservation de la trésorerie. La situation financière solide a donc été maintenue grâce à un pilotage fin à court terme, tout en ayant toujours une vision de long terme. En effet ce plan a permis un ajustement et une adaptation rapide de la structure de coûts aux nouveaux volumes d'activité (« *resize* »), et sur la durée sa composante « *boost* » a engendré de nouveaux développements produits.

Le plan stratégique 2020-2024 s'inscrit dans cette perspective, en visant une position de leader dans chaque segment par un recentrage de l'activité sur des solutions de fixations et des composants à forte valeur ajoutée, déjà engagé avant la crise sanitaire. La cession de filiales non stratégiques est ainsi compensée par l'acquisition de nouvelles sociétés, notamment aux États-Unis avec B&E Manufacturing dans les domaines des connecteurs haute pression.

Ce pilotage entre court terme et long terme permet finalement de répondre aux nouvelles attentes dans ses secteurs d'activités avec des évolutions qui s'accélèrent, que ce soient le virage de la mobilité décarbonée que ce soit dans l'automobile ou dans l'aéronautique ou la croissance du marché médical soutenue par le vieillissement de la population.

VI. ANNEXES

Définitions des catégories d'entreprises

Chiffre d'affaires	Total Bilan	moins de 10 salariés	de 10 à 249 salariés	de 250 à 4 999 salariés	5 000 salariés et plus
2 millions d'euros au plus	Quelconque	Microentreprises (MICRO)	PME (hors MICRO)	ETI	GE
plus de 2 millions d'euros à 50 millions d'euros inclus	2 millions d'euros au plus plus de 2 millions d'euros				
plus de 50 millions d'euros à 1,5 milliard d'euros inclus	2 millions d'euros au plus	Microentreprises (MICRO)	PME (hors MICRO)	ETI	GE
	plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
	plus de 43 millions d'euros				
plus de 1,5 milliard d'euros	2 millions d'euros au plus	Microentreprises (MICRO)	PME (hors MICRO)	ETI	GE
	plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
	plus de 43 millions d'euros				
	plus de 2 milliards d'euros				

La notion d'entreprise au sens de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie (dite « loi LME ») est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes.

L'article 51 de cette « loi LME » énonce :

« Pour les besoins de l'analyse statistique et économique, les entreprises peuvent être distinguées selon les quatre catégories suivantes :

- les microentreprises ;
- les petites et moyennes entreprises ;
- les entreprises de taille intermédiaire ;
- les grandes entreprises.

Le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique précise, dans son article 3, les critères à retenir pour chacune des catégories :

« La catégorie des microentreprises est constituée des entreprises qui :

- d'une part occupent moins de 10 personnes ;
- d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

La catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui :

- d'une part occupent moins de 250 personnes ;
- d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.

La catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) est constituée des entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises, et qui :

- d'une part occupent moins de 5 000 personnes ;

- d'autre part ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1 500 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 000 millions d'euros.

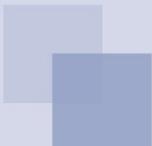
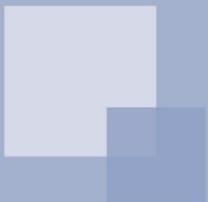
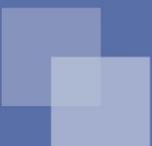
La catégorie des grandes entreprises (GE) est constituée des entreprises qui ne sont pas classées dans les catégories précédentes. »

Bibliographie

- Les entreprises en France, Insee références, édition 2020, Insee.
- Une dynamique d'emploi spécifique dans les grandes entreprises, Insee Première, n° 1839, février 2021, Insee.
- Les entreprises de taille intermédiaire (ETI), DGCIS Dossiers, mai 2010.

Table des figures

Figure 1 - Caractéristiques des entreprises par catégorie en 2018.....	4
Figure 2 - Valeur ajoutée et chiffre d'affaires à l'export par salarié selon la catégorie d'entreprise	6
Figure 3 - Effectifs salariés en ETP par secteur d'activité et catégorie d'entreprise en 2018	6
Figure 4 - Valeur ajoutée par secteur d'activité et catégorie d'entreprise en 2018 (en Md€)	7
Figure 5 - Principaux agrégats par secteur d'activité et catégorie d'entreprise en 2018.....	8
Figure 6 - Caractéristiques de l'industrie et de l'industrie manufacturière selon la catégorie d'entreprise en 2018.....	10
Figure 7 - Caractéristiques de l'industrie selon la catégorie d'entreprise en 2018	11
Figure 8 - Principales caractéristiques des ETI en 2018	12
Figure 9 - Répartition du nombre de salariés ETP des ETI selon le secteur d'activité (en milliers)	12
Figure 10 - Chiffres clés des ETI des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers en 2018	13
Figure 11 - Caractéristiques des ETI selon le secteur d'activité en 2018	13
Figure 12 - Principales caractéristiques des ETI selon leur taille	14
Figure 13 - Distribution des ETI selon leur effectif salarié en ETP en 2018	14
Figure 14 - Effectifs salariés des ETI selon leur taille en 2018 (total effectifs en ETP en milliers)	15
Figure 15 - Valeur ajoutée et chiffre d'affaires à l'export des ETI selon leur taille	15
Figure 16 - Caractéristiques de l'industrie selon la catégorie d'entreprise et le secteur industriel en 2018	16
Figure 17 - Chiffres clés des ETI de l'industrie	17
Figure 18 - Répartition du nombre de salariés ETP des ETI industrielles selon le secteur industriel (en milliers).....	17
Figure 19 - Caractéristiques des ETI industrielles selon leur secteur industriel en 2018.....	19
Figure 20 - Valeur ajoutée et chiffre d'affaires à l'export par salarié des ETI industrielles	20
Figure 21 - Caractéristiques des ETI industrielles selon leur taille en 2018.....	20
Figure 22 - Effectifs salariés en ETP selon la catégorie d'entreprises et le type de contrôle en 2018 (en millions).....	21
Figure 23 - Répartition des exportations françaises selon la catégorie d'entreprises et le type de contrôle en 2018	21
Figure 24 - Ratios sur les ETI selon le type de contrôle	22
Figure 25 : Salariés en ETP des ETI selon le secteur d'activité et le type de contrôle en 2018.....	22
Figure 26 - Créations ou suppressions d'emplois salariés entre 2008 et 2017 en France.....	24
Figure 27 - Évolution de l'emploi salarié dans les ETI selon les créations ou suppressions d'emplois et les changements de catégorie entre 2008 et 2017	24
Figure 28 - Variations nettes d'emploi par région entre 2008 et 2017	25



Crédits photographiques : GettyImages
Fond : Bim ; en haut : PhonlamaiPhoto ; à gauche : yoh4nn ; à droite : golero